

COMMUNIQUE

Rouen, le 29 juin 2020

CONFIER LE MEDICAMENT AUX LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES NUIT GRAVEMENT A LA SANTE



Alors que la planète vit une pandémie sans précédent, quand la santé de tous les êtres humains, quand la recherche de traitement contre le Covid devraient être la préoccupation première de toute entreprise de santé, le laboratoire Sanofi annonce un énième plan de restructurations.

La multinationale capitaliste n'est en rien une entreprise philanthropique, contrairement à ce que la communication interne matraque ad nauseam auprès des salariés. L'épisode récent de l'hypothétique vaccin contre le Covid 19 réservé en priorité aux USA en donnait déjà un avant-gout.

Mais alors que la crise a été pour Sanofi l'occasion de voir son chiffre d'affaire boosté de 15% (résultat d'une hausse des ventes de médicaments liée à la crise Covid), la multinationale annonce une énième restructuration qui se soldera par 1000 suppressions de postes en France et un énième plan d'économie de 2 milliards € sur le dos des salariés. Les actionnaires n'ont, eux, pas trop de soucis à se faire puisqu'ils ont touché cette année 4 milliards €. La nouvelle organisation



« Play to Win » porte bien son nom, mais les gagnants sont toujours les mêmes et les salariés restent les éternels perdants.

Et l'Etat dans tout ça ?

L'Etat est complice puisque malgré ses envolées sur le « patriotisme économique », il sait pertinemment qu'une multinationale ne reconnaît qu'une seule patrie, celle du profit maximum. L'Etat n'a évidemment pas empêché le versement des milliards d'€ aux actionnaires de Sanofi ; il n'a pas non plus taxé les profits réalisés grâce à la crise sanitaire.

L'Etat continue vaille que vaille à abreuver Sanofi de crédits d'impôts (CIR, CICE, ...). Le seul Crédit d'Impôt Recherche (CIR) a permis à Sanofi de gagner 1,5 milliard € en 10 ans. 5000 postes ont été supprimés sur la même période rien qu'en France et près de 30 sites ont été cédés ou fermés en Europe. Et l'Etat va remettre la main à la poche à hauteur de 200 millions pour « aider » le laboratoire à réinternaliser certaines fabrications de principes actifs ou à développer l'activité vaccins.

Ces 200 millions auraient été plus utiles à l'hôpital public ! Car n'oublions pas la détresse des soignants, en première ligne, eux, pendant la crise dans les conditions que l'on sait !

Nos revendications

Pour les laboratoires, le médicament est une marchandise, la santé est un produit financier, les salariés sont une variable d'ajustement.

Pour SUD Chimie et pour Solidaires, la santé est un trésor qui n'a pas de prix. Le médicament ne peut donc pas être une marchandise, et toute sa conception (de la recherche jusqu'à la production) doit être impérativement socialisée. Ce qui signifie concrètement la soustraire aux intérêts du secteur privé et du capitalisme ; pour produire dans des conditions respectueuses de l'environnement, des salariés et pour répondre enfin aux énormes besoins de l'humanité toute entière en termes de santé publique.